Au MR, on débat de la suppression des provinces

L'affaire Publifin a mis l'accent sur les pratiques douteuses de certains élus locaux, essentiellement provinciaux.

Le débat sur la bonne gouvernance rebondit dès lors sur le fonctionnement, voire l'utilité des provinces.

Au MR, certains prônent depuis longtemps leur suppression. Charles Michel lui-même, jeune ministre régional en 2004, s'était fait l'apôtre d'une réforme en profondeur de ces entités, à défaut de pouvoir les faire disparaître. Et Didier Reynders, président du parti, avait imaginé en 2008 la suppression des conseils provinciaux.

Aujourd'hui, le débat interne reprend vie : des groupes de travail seront mis sur pied à l'occasion de la préparation du programme électoral et le thème de la supracommunalité sera à l'agenda.

Actuellement, la direction du MR défend le maintien des provinces (ne souhaitant guère ouvrir pareil dossier dans le contexte ambiant). Mais plus d'un bleu veut la disparition de ces entités « *d'un autre âge* ». Et c'est le turbulent Montois Georges-Louis Bouchez, qui s'en fait le premier chantre. Sans mâcher ses mots : *« Les provinces sont devenues totalement inutiles. »* ■

Exit les provinces ? Le MR tenté

GOUVERNANCE Des bleus veulent biffer ces entités. Bouchez, le premier

▶ L'affaire Publifin impliquant des conseillers provinciaux, le débat rebondit sur l'utilité des provinces.

▶ Plusieurs libéraux souhaitent leur disparition, Georges-Louis Bouchez en tête.

L'affaire Publifin a mis l'accent sur les pratiques douteuses de certains élus locaux, essentiellement provinciaux. Le débat sur la bonne gouvernance rebondit dès lors sur le fonctionnement, voire l'utilité des provinces. Au MR, certains prônent depuis longtemps leur suppression. Charles Michel lui-même, jeune ministre régional, s'était fait l'apôtre (en 2004) d'une réforme en profondeur de ces entités, à défaut de pouvoir les faire disparaître. Et Didier Reynders, président du parti, avait imaginé en 2008 la suppression des conseils provinciaux.

Aujourd'hui, en interne, le débat reprend vie. Et il renaîtra vraiment à l'occasion de la préparation du programme électoral libéral pour 2018 : différents groupes de travail seront en effet mis sur pied et le thème de la supracommunalité sera à l'agenda. Sachant que la 6e réforme de l'Etat a donné aux Régions le pouvoir de supprimer les provinces et de les remplacer par des collectivités supracommunales.

Actuellement, la direction du MR défend le maintien des provinces (ne souhaitant guère ouvrir pareil dossier dans le contexte ambiant). Mais plus d'un bleu veut la disparition de ces entités « *d'un autre âge* ». Et c'est le turbulent Montois et délégué général du MR, Georges-Louis Bouchez, qui s'en fait le premier chantre.

Sans mâcher ses mots : « *Les provinces sont devenues totalement inutiles car elles font ce que font d'autres niveaux de pouvoir : la culture ou l'enseignement comme la Fédération Wallonie-Bruxelles ; l'aménagement du territoire, comme les communes ou la Région… Elles n'ont le leadership sur aucune politique. Avec les Régions et Communautés, les provinces ont perdu de leur sens.* » Il en est d'autant plus convaincu que « *certaines vieilles provinces comme le Hainaut ou Liège ont des pratiques archaïques…* ».

Son idée, dès lors ? Elle est « *assez radicale* », reconnaît-il, mais il la défendra en interne, dans le groupe de travail ad hoc. Elle tient en quatre axes et « *ne nécessite pas de révision de la Constitution* ».

Un : supprimer les provinces.

Deux : transférer les compétences provinciales aux niveaux de pouvoir qui sont déjà compétents en la matière. L'enseignement provincial (essentiellement technique et professionnel) serait ainsi transféré à la Région, qui deviendrait son pouvoir organisateur, le cadre budgétaire et législatif restant à la Fédération Wallonie-Bruxelles. La culture reviendrait à la fédération Wallonie-Bruxelles. Et ainsi de suite.

Trois : Créer un organe de coordination des communes. « *Si on supprime les provinces, on peut réinventer la supracommunalité,* défend Bouchez : *des représentants des communes pourraient participer une fois par mois à un conseil de coordination, sur des objectifs supracommunaux précis, et ce gratuitement. Au niveau budgétaire, supprimer les députés provinciaux, aux rémunérations élevées, et les conseillers provinciaux représenterait une économie colossale et ces moyens pourraient être consacrés à des politiques de fond.* »

Quatre : remplacer les gouverneurs par des hauts fonctionnaires. « *Je vois trois problèmes : les gouverneurs sont nommés à vie ; ils ont un statut extrêmement important en comparaison des missions opérées ; leur mission consiste en la coordination et la sécurité, mais un ancien homme politique nommé par un parti peut-il s'occuper du jour au lendemain de sécurité ?* » Il propose donc de « *garder la figure du gouverneur, pour la coordination des services de sécurité, mais que celui-ci soit un haut fonctionnaire, qui passe les examens requis et est nommé pour une durée de 5 ans, renouvelable une fois* ».

Si Georges-Louis Bouchez s'avance, d'autres libéraux, partisans de la suppression des provinces, préfèrent ne pas se lancer ouvertement. Mais l'on sait que le chef de groupe au parlement wallon, Pierre-Yves Jeholet, ou le député wallon et vice-président du parti, Jean-Luc Crucke, par exemple, ne sont pas – doux euphémisme – de chauds partisans de ces entités. « *Inévitablement,* nous dit Crucke, *nous devrons à l'avenir nous pencher sur le cadre*

des provinces et sur la supracommunalité. » Mais : « *Il y a au sein des provinces une compétence fiscale qui ne permettra pas d'aboutir aux rêves les plus fous de certains.* » Quant à Jeholet, il a déposé une résolution sur la supracommunalité, qui sera débattue au parlement wallon en mars.

Georges-Louis Bouchez, lui, est sûr de son fait : « *Le débat sur les provinces est, pour moi, le vrai débat post-Publifin. Aujourd'hui, les partis additionnent les mesures de bonne gouvernance. Au lieu de toucher aux vaches sacrées, on prend 257 mesures pour économiser quelques postes ou jetons de présence. Je ne crois pas que ce soit ce qu'attend le citoyen, mais bien trois ou quatre mesures drastiques qui permettent d'importantes économies. Dont la suppression des provinces.* » CQFD ? ■

MARTINE DUBUISSON